



l'annuel, tome 1

printemps/été 2001

une publication du Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice

Perspectives

... le monde développé est moralement coupable de continuer à exiger le paiement d'une dette impossible à rembourser... La question d'une totale annulation des dettes n'est pas négociable. Ce doit tout simplement se faire.

Archevêque Njongonkulu Ndungane, Afrique du Sud

- * En Haïti, le pays le plus pauvre de l'occident, le chômage a atteint un taux de 70%; le taux de mortalité infantile est plus de deux fois plus élevé que le taux moyen des Caraïbes. Sa dette correspond globalement à 40% de son PIB. Pourtant, dans le cadre des initiatives actuelles, on considère qu'Haïti n'est pas "éligible" pour un allègement de sa dette.
- * L'Ouganda est le pays le plus avancé dans le processus de réduction de la dette, pourtant même quand il aura reçu tout l'allègement promis, le pays dépensera encore annuellement au moins 50 millions de dollars pour le remboursement de sa dette.
- * En gros, la mort de sept millions d'enfants chaque année résulte de la crise engendrée par les dettes.

à une forme substantielle de réduction des dettes. Mais, alors que bien des gens sont convaincus que l'allègement des dettes est une question de justice, ils saisissent moins clairement les détails entourant toute cette question:

- * Comment les pays développés ont-ils réussi à créer des dettes aussi considérables?
- * Quelles sont les façons multiples que la dette affecte les pays appauvris?
- * Jusqu'à quel point les solutions proposées sont-elles efficaces? Quelles solutions devrions-nous adopter?

Ce numéro de *Perspectives* aborde ces questions à la fois de manière analytique et expérimentale à travers les yeux des membres de Sainte-Croix en Ouganda, au Brésil et en Amérique du Nord. Nous vous invitons à faire parvenir au Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice des récits de votre expérience de la dette internationale et de la lutte pour son allègement pour que nous puissions les partager au sein de la famille de Sainte-Croix.

Au commencement...

Les problèmes des dettes que nous connaissons aujourd'hui peuvent être rattachés à des événements du début des années soixante-dix. À l'époque, les banques commerciales étaient inondées de dollars américains déposés par les pays producteurs de pétrole. Disposant de ces fonds, les banques étaient impatientes de financer des projets, souvent

TOUJOURS EN ATTENTE DU JUBILÉ

Au cours des trois dernières années, surtout chez les croyants, s'est développé un consensus à l'effet que la dette internationale est une question de justice prioritaire de notre époque. La force du mouvement international du Jubilé 2000 fut une preuve du soutien général

suite page 7 >>>

PERSPECTIVES DANS CE NUMÉRO: Les Brésiliens Déclarent: «La Vie Passe Avant la Dette» (p. 2) * L'Allègement des Dettes de l'Ouganda (p. 3) * Rompre les Chaînes des Dettes: aux États-Unis et au Canada (p. 4) * Jésus – Condamné par la Dette (p. 5) Que Pouvons-Nous Faire? (p. 6) * Ressources (p. 6)



La dette extérieure du Brésil est rapidement passée de 3 millions de dollars en 1964 à 270 millions en 1999. Au cours des dix dernières années, le pays a consacré 216 millions au service de la dette, et pourtant elle a presque doublé. Bien que l'on considère le Brésil comme une nation "en voie de développement" avec un niveau moyen de revenus, le profil de la distribution des revenus du Brésil se situe parmi les pires du monde avec un quart de sa population – 40 millions d'habitants – vivant sous le seuil de la pauvreté.

LES BRÉSILIENS DECLARENT: «LA VIE PASSE AVANT LA DETTE»

Michael Mary Nolan, CSC

Au cours des années passées, les membres de Sainte-Croix au Brésil ont participé à de nombreuses activités organisées par la Conférence nationale des évêques du Brésil et d'autres organismes de la société civile pour stimuler une réflexion à l'échelle du pays sur les effets et les implications de la dette extérieure du Brésil.

En avril 1999, la dette extérieure était "citée en procès" devant un *tribunal du peuple* à Rio de Janeiro. Environ 2000 personnes des diverses régions du Brésil et de par le monde ont participé à cet événement. Parmi les juges, on comptait un représentant de la Cour Suprême, des juges fédéraux et des avocats. Le jury comprenait des brésiliens notoires, y compris le cardinal Paulo Evaristo Arns et des représentants des chômeurs, des paysans sans-terre, des retraités et des syndicats.

En plus d'analyser les causes des dettes et de départager les responsabilités, le tribunal a aussi élaboré d'autres moyens pour sortir de l'endettement et de ses conséquences sociales et environnementales. Après quatre séances, truffées de nombreux et divers témoignages, le tribunal rendit son verdict. Ce jugement affirmait que la dette avait déjà été vraiment remboursée; qu'elle est "moralement, légalement et politiquement injuste et insoutenable... et qu'elle persiste uniquement comme mécanisme d'assujettissement et d'asservissement de la société au pouvoir financier des usuriers et du capital mondialisé, et de transfert de la richesse aux créanciers." Le tribunal condamna le processus "inique et illégitime" par lequel le Brésil s'est endetté.

Dix mois plus tard, en septembre 2000, les brésiliens participaient à un plébiscite national non-officiel sur la dette et le FMI. Le référendum lancé par la campagne brésilienne du Jubilé 2000 et hautement promu et publicisé par la Conférence des évêques du Brésil, posait trois questions:

- * Le gouvernement brésilien devrait-il maintenir son entente actuelle avec le Fonds monétaire international?
- * Le Brésil devrait-il continuer à payer sa dette extérieure, sans avoir une vérification publique de cette dette tel que le prescrit la constitution de 1988?
- * Les gouvernements local, de l'état, et fédéral devraient-ils continuer de consacrer une grande partie du budget public à payer des spéculateurs pour la dette intérieure?

Six millions trente mille trois cent vingt-neuf personnes ont voté lors de ce plébiscite: 93,6% ont voté "non" à la première question, 95,6% ont voté "non" à la deuxième et à la troisième questions. Les brésiliens ont alors déclaré: "La vie passe avant la dette"!

En 2001, la campagne s'est centrée sur deux initiatives majeures. La première vise à faire voter deux propositions au Congrès: l'une demandant un référendum officiel sur la dette; l'autre demandant l'annulation des dettes contractées envers le Brésil par des pays dont le revenu per capita est inférieur à celui du Brésil.

La deuxième initiative aborde la question de la dette intérieure. Des comités locaux se forment pour agir comme "chiens de garde" des budgets de la ville – pour surveiller les dépenses et faire connaître au grand jour les détournements de fonds. Les informations données par ces groupes fera connaître les conséquences de la dette intérieure sur la vie quotidienne des brésiliens. ■

Michael Mary Nolan, soeur de la Sainte-Croix de São Paulo, Brésil, est une avocate des droits humains qui se spécialise dans le travail auprès des prisonniers, des Quilombos (descendants des esclaves noirs) et des personnes victimes de contamination chimique. Elle est membre des commissions des droits humains au niveau de l'état et au niveau national, et agit comme conseillère en droits humains auprès d'un membre du Congrès du Brésil.



La dette totale de l'Ouganda en 1998 était de 3,6 millions de dollars: presque les trois quarts de sa dette à long terme constituent une dette multilatérale. Même si le pays se classe 159^e sur 175 dans l'index du développement humain

compilé par le programme de développement des Nations Unies, l'Ouganda a constamment été forcé de dépenser davantage pour le service de la dette que pour la santé et l'éducation. Actuellement, l'Ouganda est le pays le plus avancé dans le processus d'allègement des dettes des PPF. Même les fonds limités octroyés pour les PPF ont déjà doublé à 94% le nombre d'inscriptions à l'école primaire et augmenté de 270% les argents affectés aux soins de santé de première ligne.

L'ALLÈGEMENT DES DETTES DE L'OUGANDA FAIT AVANCER LES CHOSES

Elizabeth Tusiime, CSC et John Bailanda, CSC

L'Ouganda a emprunté depuis le moment de son indépendance dans les années soixante. Ces emprunts ont surtout été utilisés pour améliorer nos infrastructures: routes, industries, écoles, structures institutionnelles, hôpitaux, etc. Cependant, les fonds n'ont pas toujours été utilisés pour répondre aux besoins d'abord identifiés, mais ont été accordés à des intérêts privés ou détournés. Malheureusement, la corruption a été un phénomène courant au cours des 40 ans d'existence de l'Ouganda comme état indépendant. Et une bonne partie de cette période a été marquée par la guerre; les fonds étaient souvent détournés vers des buts militaires. Pour toutes ces raisons et d'autres, l'Ouganda a accumulé une dette insoutenable et impossible à rembourser – une dette qui plonge dans la misère les pauvres et les marginalisés de notre pays.

La plupart des ougandais ne sont pas bien informés des causes et conséquences de la dette ou de l'annulation de la dette. Au cours des dix dernières années, on a surtout parlé du remboursement ou du service des emprunts. Le service de la dette a mené à la surtaxation de la majorité déjà appauvrie et au déni des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et le bien-être social. Bien que ce ne soit pas compris par beaucoup, l'annulation des dettes va favoriser l'expansion et l'amélioration de ces services sociaux essentiels.

Les groupes religieux ont vigoureusement appuyé

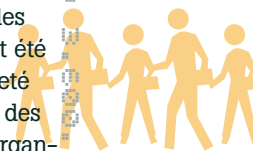


la notion d'annulation des dettes. Il existe plusieurs tribunes pour traiter de cette question: les comités de justice et paix dans les églises locales, les organisations œcuméniques et les comités nationaux interconfessionnels. Nos membres de Sainte-Croix ont participé à plusieurs de ces organismes. Le rôle le plus important de ces tribunes a été de faire pression pour l'allègement des dettes en prêtant leur voix pour défendre les gens. Une autre fonction cruciale a été l'éducation des gens sur la question de l'annulation des dettes, l'élimination de la pauvreté et l'orientation appropriée à donner aux services essentiels.

On peut déjà constater les résultats de cette éducation et du fonctionnement de ces tribunes. Le gouvernement a travaillé à mettre en place un mécanisme d'imputabilité et de transparence comme prérequis pour l'annulation des dettes. À mesure qu'ont diminué les paiements du service de la dette, les ressources ont été acheminées dans le Fonds d'action contre la pauvreté supervisé par des représentants du gouvernement, des ONG nationales, des Églises, des syndicats et des organismes internationaux. Plus de services ont été offerts aux marginalisés (e.g., par l'entremise des groupes de femmes et de promotion des jeunes), et les infrastructures des régions éloignées ont été rénovées (e.g., l'amélioration des routes et le développement de l'électricité). Un des fruits les plus importants a été l'expansion des services éducatifs afin d'assurer à tous l'accès à l'école primaire. L'annulation des dettes a aussi amélioré l'économie qui, à son tour, a généré des revenus plus importants provenant de la taxation et de la croissance industrielle.

La majorité des ougandais n'a pas encore été conscientisée par rapport à la question de l'allègement des dettes. Cela reste une tâche considérable pour le gouvernement autant que pour l'Église. À mesure que le gouvernement essaie de devenir plus imputable et transparent devant son peuple, il est de suprême importance que l'Église et le gouvernement fassent connaître la nécessité de l'annulation des dettes et comment cela avantagerait certains groupes particuliers et notre société. ■

Élizabeth Tusiime, soeur de la Sainte-Croix, est infirmière et administratrice au nouveau Centre familial Sainte-Croix à Kyarusozzi, Ouganda. Elle s'occupe aussi de la promotion vocationnelle pour la partie occidentale de l'Ouganda et est engagée dans un ministère auprès des prisonnières. **John Bailanda**, frère de Sainte-Croix, enseigne actuellement au Collège Saint-Léon à Fort-Portal, Ouganda. L'année prochaine, il assumera la responsabilité du développement pour le district de l'Afrique de l'Est.



ROMPRE LES CHAÎNES DES DETTES: INITIATIVES DU JUBILÉ AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA

Carol J. Descoteaux, CSC

Le Jubilé de l'an 2000 constitue le mouvement international quasi miraculeux qui a créé à la base un sentiment d'urgence par rapport à l'annulation des dettes. Aux États-Unis, le *Jubilee 2000/USA* (maintenant le *Jubilee USA Network*) [Réseau USA du Jubilé] informèrent des milliers d'américains du problème de la dette internationale, de la pauvreté, du développement et de la mondialisation. Lancé lors du Sommet du G-7 à Denver en 1997 sous les auspices des groupes religieux oeuvrant auprès de la Banque mondiale et du FMI, le *Jubilee USA* endossa un excellent programme d'éducation populaire, organisa un jeûne de masse à travers le pays et a exercé avec succès, des pressions sur le Congrès et les administrations américaines. Par exemple:

- * Les États-Unis ont accepté d'annuler 100% de la dette bilatérale de plus de 30 "pays pauvres fortement endettés" (PPFE);
- * Le Congrès a approuvé des fonds pour appuyer l'annulation partielle des dettes multilatérales des PPFE;
- * Le Congrès a aussi affecté 545 millions de dollars à l'annulation des dettes bilatérale et multilatérale des PPFE (375 autres millions sont encore nécessaires pour les deux prochaines années de manière à ce que les États-Unis honorent leurs engagements actuels par rapport à l'allègement des dettes);
- * Le président George W. Bush a ajouté 224 millions de dollars dans son budget pour réduire la dette.

Le Réseau USA du Jubilé nouvellement restructuré s'organise pour poursuivre ses efforts au delà de l'an 2000 avec des campagnes visant:

- * l'annulation complète des dettes des pays les plus pauvres lors du Sommet du G-8 à Gênes, en juillet 2001;
- * à faire le lien entre l'allègement de la dette et la

lutte contre l'épidémie du Sida; et

- * l'élimination des conditions d'ajustement structurel, surtout les frais d'utilisation des services essentiels.

Le Réseau veut aussi attirer l'attention sur la "dette odieuse, criminelle, illégitime" et sur les liens entre la dette et le commerce.

Le mouvement canadien du Jubilé, qui inclut des centaines de religieux et religieuses de Sainte-Croix, se concentre sur trois aspects: la dette internationale, la redistribution de la richesse, et le renouveau de la terre. Commencé en septembre 1998, le mouvement canadien du Jubilé 2000 a remporté de vifs succès. La pétition du Jubilé 2000 concernant les dettes a été signée par 635 000 canadiens, et le gouvernement canadien a accepté le principe qu'une annulation unilatérale de 100% de la dette soit accordée au Bangladesh en décembre 1999.

Les Soeurs de Sainte-Croix américaines et canadiennes ont été actives dans le mouvement du Jubilé. Les Soeurs de la région américaine ont inauguré un programme d'autoéducation concernant la nature des économies modernes; elles ont aussi collaboré à écrire des lettres et participé à des campagnes telle que la "Global Chain Reaction" [Réaction en chaîne mondiale] – une initiative du Jubilé 2000 qui a récolté plus de 17 millions de signatures à travers le monde.

Sous l'impulsion de la Conférence des Évêques Catholiques du Canada, l'Église canadienne dans son ensemble a fortement appuyé l'annulation des dettes. Les offices diocésains de promotion de la justice sociale à travers le pays se sont ralliés autour de la cause du Jubilé. Dans le seul archidiocèse d'Ottawa, 90% des paroisses ont participé aux projets d'annulation des dettes.

Les Soeurs de Sainte-Croix à travers le Canada ont participé à des pétitions en rapport avec les dettes et à des campagnes de rédaction de lettres destinées à leurs communautés locales, aux réseaux apostoliques et aux paroisses. Au cours du récent Sommet des Amériques, le leadership utilisa le site web de la congrégation pour inviter à appuyer les initiatives d'annulations des dettes. Dans la région de Québec, le film *Turbulence* a été visionné par un certain nombre de communautés locales, suscitant des gestes ultérieurs

en faveur de la réduction des dettes. Ce film souligne l'impact potentiellement négatif des accords de libre échange sur les pays en voie de développement, et se sert de l'expérience de la dévaluation de la



JÉSUS – CONDAMNÉ PAR LA DETTE

Clarita Bourque, MSC

Vendredi Saint, les Marianites de la Nouvelle-Orléans ont eu une occasion unique d'accroître leur prise de conscience de la nécessité de l'annulation des dettes pour les nations appauvries du monde. Chaque année, des groupes religieux et des agences à but non-lucratif traversent le District central des affaires de la Nouvelle-Orléans pour commémorer les souffrances de Jésus sur la voie le conduisant à la mort. Les "stations" sont des points d'arrêt le long du parcours, des sites nous rappelant les souffrances qui torturent aujourd'hui le corps du Christ. À chacune des stations, un groupe local mettait en relief un aspect particulier des souffrances contemporaines infligées au Christ.

Cette année, la première station – commémorant la condamnation de Jésus à mort – était sous la responsabilité des Marianites. La question était la domination des pauvres et des opprimés par les riches et les puissants. Les dominants – la richesse, le sectarisme, le pouvoir (représentés par trois de nos soeurs portant des masques) – manipulaient trois marionnettes représentant les pauvres, les opprimés et les victimes de violence. Le personnage du Christ survint pour rompre leurs chaînes. La première marionnette a été libérée quand la richesse excessive de quelques individus et nations a été plus équitablement distribuée, quand chacun et chacune de nous a essayé

monnaie au Mexique pour montrer les problèmes des nations endettées.

De toute évidence, la campagne du Jubilé 2000 pour l'allègement des dettes a suscité une réaction positive chez des millions de gens dans le monde, y compris les membres de notre famille de Sainte-Croix. La question demeure: "Avons-nous intégré les consignes du Jubilé de libérer et pardonner?" C'est en prenant ces défis à coeur et en nous engageant vraiment à agir que nous allons faire l'expérience, aux niveaux personnel et congrégationnel, de ce que veut vraiment dire "rompre les chaînes des dettes". ■



de vivre plus simplement, et quand nous avons été capables de convaincre nos gouvernements de remettre la dette des nations appauvries.

Cela convenait bien au début de notre *Chemin de croix: Chemin de justice* qui invite à résister aux systèmes de domination. A cause de ces systèmes, certaines souffrances de Jésus et de l'humanité abordées aux stations subséquentes – souffrances causées par des soins de santé insuffisants, le crime et le châtiment, le racisme et le sexisme.

Même si les souffrances du Jésus contemporain semblent souvent écrasantes, chacune de nos stations se terminait de façon significative, sur une note positive. Ensemble, dans l'espérance, nous prions: "Pour toutes les personnes qui perçoivent un monde différent, qui ont une vision du rêve de Dieu pour nous, et qui oeuvrent avec des petits et des grands moyens à concrétiser leur vision, Seigneur nous te rendons grâce." ■

Clarita Bourque, Marianite de Sainte-Croix, est assistante directrice de l'Unity for the Homeless [*Union en faveur des sans-abris*], une coalition de 70 agences qui viennent en aide aux sans-abri de la Nouvelle-Orléans.

Carol Descoteaux, soeur de Sainte-Croix, est vice-présidente de Mission, Spiritual Care and Ethics [*Mission, Assistance spirituelle et Éthique*] à l'hôpital Saint-Joseph à Nashua, New Hampshire (USA). Théologienne et ancienne présidente du Collège Notre Dame à Manchester, New Hampshire, Carol s'est aussi engagée dans un travail missionnaire à domicile dans "camps de bûcherons d'Alaska", et a participé à la fondation de l'École de formation des maîtres au Collège Regina Assumpta, en Haïti.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE?

- * **Nous vous invitons à prendre contact avec le mouvement du Jubilé dans votre propre pays et à vous engager dans ses campagnes.** Des renseignements pour vous aider à prendre contact avec les mouvements du Jubilé sont disponibles sur le site web Jubilee Plus <www.jubileeplus.org>. Si vous n'avez pas accès à l'internet, contactez le Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice (BSCIJ) et nous allons trouver cette information pour vous.
- * **La rencontre annuelle des leaders du G-8 aura lieu du 20 au 23 juillet 2001, à Gênes, en Italie.** Vous pourrez voir la couverture de ces rencontres et la suite à leur donner sur le site web du BSCIJ <www.holycrossjustice.org>.
- * **Du 28 septembre au 4 octobre 2001, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international tiendront leurs rencontres générales conjointes annuelles à Washington, D.C.** Des activistes venant de toutes les parties du monde se rendront à Washington à ce moment-là pour plaider en faveur des pauvres et faire oeuvre d'éducation en ce sens. C'est une excellente occasion d'organiser des campagnes de rédaction de lettres et d'autres événements locaux pour souligner la nécessité de l'annulation des dettes multilatérales. Allez voir des échantillons de lettres et d'autres suggestions sur le site web du BSCIJ.

RESSOURCES SUR LE JUBILÉ ET L'ANNULATION DES DETTES

SITES WEB

- * **Le site du BSCIJ** <www.holycrossjustice.org> contient de nombreux articles/ressources sur la dette et plus de 25 liens avec des organismes qui se préoccupent de la justice économique mondiale.
- * **Jubilee Plus** <www.jubileeplus.org> dispose de toutes les nouvelles les plus récentes sur la dette

et la campagne du Jubilé, et présente une liste de tous les contacts nationaux du Jubilé.

- * **Jubilee South** <www.jubileesouth.net> se spécialise dans des perspectives sur les dettes parmi les gens du Sud.
- * **Le site de la Economic Coalition for Economic Justice canadienne [Coalition économique canadienne pour la justice économique]** <www.ecej.org> offre de grandes ressources sur les dettes et d'autres questions économiques mondiales, y compris leur bulletin trimestriel "Economic Justice Report".
- * **Le site de l'Initiative oecuménique canadienne pour le Jubilé** <www.ceji-iocj.org> présente d'excellentes ressources sur l'annulation des dettes et ses autres domaines d'insistance – la redistribution de la richesse et la résistance écologique – en français et en anglais.

VIDÉOS

- * **Banking on Life and Debt** – une production de la congrégation Maryknoll sur l'impact des politiques de la Banque mondiale/FMI sur la vie des gens du Ghana, du Brésil et des Philippines (30 minutes).
- * **To Be a Woman: African Women's Response to the Economic Crisis** – produite par la Coalition oecuménique canadienne sur l'Afrique, cette vidéo étudie les PAS et leur impact sur la vie des femmes au Ghana, en Ouganda et en Zambie (42 minutes; un guide d'étude est disponible).
- * **Jubilee Spirituality** – une production du *Center of Concern* qui guide les spectateurs dans des réflexions sur la spiritualité du Jubilé comprenant des prières, des lectures, de la musique et des images visuelles (1 heure; un guide d'accompagnement est disponible pour une retraite d'une demi-journée).

On peut emprunter gratuitement ces vidéos (disponibles en VHS et PAL) de la bibliothèque des ressources sur la justice des Soeurs de la Sainte-Croix (courriel: ksmedley@cscsisters.org; téléphone: 219-284-5303; télécopieur: 219-284-5596).

Nous voulons publier les ressources disponibles dans d'autres langues que l'anglais. S'il vous plaît, envoyez vos recommandations pour des livres, articles, vidéos ou sites web en rapport avec les questions du BSCIJ (la justice économique, l'écologie, et les marginalisés) à: mturgi@igc.org ou ksmedley@cscsisters.org.



»»» suite de la couverture

sans tenir compte des mérites du prêt. On encourageait les gouvernements du Sud à emprunter, et ces derniers étaient aussi impatients de le faire – leurs taux de croissance étaient élevés, les taux d'intérêt relativement bas, et les prêts n'étaient soumis qu'à des conditions sans importance.

Lorsque la crise du pétrole survint en 1979, la réserve fédérale américaine réagit en haussant les taux d'intérêt à des niveaux records pour juguler l'inflation, et les taux d'intérêt internationaux ont gonflé. De fait, l'inflation a baissé, mais les économies du Nord connurent une dure récession. Ces gestes ont eu un double effet sur les pays du Sud. Les taux d'intérêt élevés accrurent dramatiquement les coûts d'emprunt, et la récession a fermé le marché aux produits du Sud de sorte que les pays en voie de développement ne pouvaient plus se procurer les devises pour payer leurs intérêts montés en flèche. À l'automne de 1982, l'impensable survint: Le Mexique proclama son incapacité de rembourser ses dettes extérieures.

Une bonne partie des emprunts des années soixante-dix avaient été faits auprès des banques commerciales, mais à mesure qu'évoluaient les stratégies pour contrer la crise grandissante, les pays débiteurs empruntèrent massivement auprès d'autres gouvernements (prêts "bilatéraux") et d'institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) (prêts "multilatéraux") – en partie pour rembourser les emprunts commerciaux. La désastreuse spirale des emprunts pour rembourser les dettes commençait à fonctionner.

La médecine amère des dettes

Les dettes bilatérales et commerciales ont certainement constitué un lourd fardeau pour les pays pauvres, mais les dettes multilatérales ont constitué le type de dettes le plus problématique. Tous les genres de dettes drainent les ressources des pays appauvris et détournent des immenses sommes d'argent des soins de santé, de l'éducation et de la production de nourriture. Tous, ils empêchent le développement social et économique nécessaire pour sortir les nations de la pauvreté. Mais les dettes multilatérales sont un lourd fardeau à porter uniquement à cause des "programmes d'ajustement structurel" (PAS) qui les accompagnent.

Les PAS constituent des politiques de réforme économique visant à "faire progresser" les économies vacillantes en les soumettant à des prescriptions néolibérales classiques: juguler l'inflation, équilibrer les budgets, et promouvoir le commerce. Pensées par la Banque mondiale et le FMI, les PAS sont, en fait, devenues des exigences de performance pour obtenir de l'aide multilatérale. Pour se qualifier pour de nouveaux emprunts, les pays débiteurs doivent mettre en oeuvre les politiques économiques prescrites, indépendamment

de leur impact sur les citoyens ou l'environnement. En réalité, il est trop évident que les exigences courantes des PAS – qui comportent des mesures comme:

- ✱ la réduction des dépenses gouvernementales et la hausse des taxes;
- ✱ la dévaluation de la monnaie;
- ✱ la hausse des taux d'intérêt;
- ✱ la privatisation des services publics;
- ✱ la déréglementation du commerce et des investissements, et
- ✱ la promotion de la production des produits d'exportation
- ✱ n'ont fait qu'accentuer la pauvreté et accélérer la destruction des écosystèmes.

Sur papier, les PAS peuvent parfois sembler assainir les économies, mais à un coût épouvantable pour les gens et l'environnement. De façon typique, sous le régime des PAS, le chômage monte en flèche, et les salaires s'effondrent. Cela rend doublement problématique les coupures de dépenses et la privatisation des services gouvernementaux. Les coupures provoquent une réduction des services gouvernementaux et l'élimination de subventions pour la nourriture de base, le transport public, l'éducation et les soins de santé. Plusieurs PAS imposent aussi des "frais d'utilisation" – des frais pour des services autrefois dispensés gratuitement par le gouvernement comme les dispensaires, les écoles et même l'eau potable. Enfin, l'accent mis par les PAS sur la production pour l'exportation conduit souvent au déplacement de fermiers auto-suffisants et accélère la surexploitation des ressources et l'emploi excessif de produits chimiques pour l'agriculture. Sans aucun doute, les programmes d'ajustement structurel ont alourdi l'impact des dettes et augmenté la souffrance qui en résulte.

Le défi du Jubilé

Au début des années quatre-vingt-dix, la conscience publique concernant les conséquences humiliantes des dettes a commencé à s'approfondir. En 1996, la pression était suffisamment grande pour amener les principales nations créditrices et les banques de développement multilatéral à lancer le premier programme de réduction des dettes: La *Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative* [L'Initiative des pays pauvres fortement endettés (PPFE)]. À cette époque, et pour diverses raisons, la PPFE était considérée comme un geste de "pionnier". Pour la première fois,

- ✱ les créanciers multilatéraux se mettaient d'accord pour vraiment *réduire* la dette des pays les plus pauvres, et non seulement la ré-échelonner ou prêter d'autre argent pour le service de la dette;
- ✱ au moment de décider quelles seraient les dettes à réduire, les leaders prenaient en considération l'engagement des gouvernements débiteurs à

>>> suite de page 7

réduire la pauvreté; et

- * les dettes des pays étaient révisées et traitées de façon globale.

Cependant, à mesure que se développait la PPFE, il devint très vite évident que l'initiative n'était plus ce qu'on voulait qu'elle soit à l'origine:

- * trop peu de pays se qualifiaient pour l'allègement, et le niveau réel de réduction des dettes était trop limité;
- * l'éligibilité pour une réduction de dette était trop étroitement liée à la mise en oeuvre des PAS, et
- * le temps d'attente pour recevoir cet allègement était trop long.

Trois ans et demi après la mise en place de la PPFE, seulement 2,6% des dettes des 41 pays fortement endettés avaient été amortis et seulement quatre pays avaient réellement profité d'un allègement. Quand les leaders du monde se sont rencontrés à Cologne en 1999, ils ont été gênés par des milliers de protestataires qui critiquaient leurs timides efforts et exigeaient une annulation complète des dettes. Cet appel a été repris par les partisans du Jubilé 2000 à travers le monde. Après des négociations ardues, les leaders du G-7 ont annoncé qu'ils amortiraient substantiellement un plus grand nombre de dettes pour les pays les plus pauvres, donnant ainsi naissance à *HIPC II – the Enhanced HIPC Initiative* [l'initiative PPFE améliorée].

Bien qu'en théorie la PPFE II offre plus d'allègement et essaie de s'assurer que les épargnes des pays débiteurs sont utilisées pour réduire la pauvreté, l'initiative est encore défigurée. Les pays débiteurs continuent de suivre un programme d'austérité économique pendant au moins trois ans pour se qualifier pour un allègement des dettes. Les pays, une fois qualifiés, l'allègement arrive au pas de tortue. À la fin de l'an 2000, seulement 22 des 41 pays fortement endettés ont profité des avantages de la PPFE. Et même après avoir reçu l'allègement de la PPFE, la plupart versent encore une fois et demie plus d'argent dans le service de la dette que dans les soins de santé pour leurs citoyens.

Ce qui doit se passer

Si les initiatives de la PPFE sont si inadéquates, qu'est-ce qui *doit* se passer pour "rompre les chaînes des dettes"? Hors des salles de la Banque mondiale et du FMI, il existe en fait un consensus étonnant sur la nécessité de franchir d'autres étapes. Du Concile du Vatican sur la justice et la paix au Bono U2, du secrétaire général des Nations Unies aux activistes dans le mouvement du Jubilé international, il y a un fort endossement de l'annulation à 100% des dettes des pays pauvres. De manière spécifique, le mouvement du Jubilé demande que l'annulation des dettes soit:

- * plus rapide (tous les créanciers devraient arrêter

immédiatement de recevoir des paiements des pays les plus pauvres à la condition que les argents disponibles soient utilisés pour réduire la pauvreté);

- * plus profonde (tous les créanciers, en particulier la Banque mondiale et le FMI, devraient annuler 100% des dettes des pays les plus pauvres – sans imposer les conditions des PAS);
- * plus large (les pays appauvris actuellement exclus du processus de la PPFE, comme le Bangladesh, Haïti et le Pérou, devraient être éligibles pour un allègement des dettes); et
- * plus juste (les processus d'annulation des dettes devraient être pensés en partenariat avec les pays appauvris, non pas contrôlés par les créanciers).

L'annulation à 100% est-elle faisable? Les principaux leaders multilatéraux se sont déjà engagés à cela, mais les créanciers multilatéraux peuvent-ils se permettre d'annuler à 100% les dettes des pays les plus pauvres? Une étude récente faite par une importante firme comptable de Londres indique que la Banque mondiale et le FMI possèdent suffisamment de ressources pour annuler 100% des sommes que leur doivent les pays fortement endettés sans que cela vienne gêner leur capacité de fonctionner.

L'année jubilaire est passée, mais la plupart des pauvres du monde attendent toujours la libération du Jubilé. Toutefois, le mouvement international du Jubilé a prouvé que des citoyens ordinaires qui travaillent ensemble *peuvent* avoir un impact sur les politiques nationales/internationales. Le momentum se trouve maintenant en faveur de l'allègement des dettes. Une annulation complète constitue une possibilité réelle – si nous continuons à insister avec la détermination et l'urgence que notre foi exige.

Ouvre la bouche en faveur du muet, pour la cause de tous les délaissés. Ouvre la bouche, juge avec justice, défends la cause du pauvre et du malheureux.

Proverbes, 31, 8-90

HOLY CROSS
INTERNATIONAL
JUSTICE
OFFICE



perspectives est une publication du Bureau de Sainte-Croix internationale pour la justice. S'il vous plaît, faites parvenir toutes questions, demandes ou idées à: Mary Turgi, CSC / 403 Bertrand Annex – Saint Mary's / Notre Dame, IN 46556-5018 / Téléphone: (219) 284-5366 / Courriel: mturgi@igc.org / www.holycrossjustice.org